

Hercule projet de dépeçage du service public de l'électricité

C'est quoi ?

Le projet « Hercule » actuellement négocié à huis clos entre le gouvernement français et la commission européenne prévoit la séparation des activités d'EDF en trois entités distinctes :

- EDF « Bleu », détenue à 100 % par l'État, regrouperait l'ensemble des activités nucléaires ainsi que le gestionnaire de réseau du transport d'électricité (RTE)
- EDF « Vert » comprendrait les activités commerciales du groupe, le réseau de distribution Enedis et les énergies renouvelables (EnR). Elle serait introduite en bourse à hauteur de 35%, prélude à une privatisation
- les activités hydrauliques, qui comprennent notamment les concessions hydroélectriques (dont les barrages), seraient logées dans une autre entité, baptisée EDF « Azur » avec un statut de « quasi régie ».

Pourquoi ?

Ce projet est motivé officiellement par deux objectifs :

- mettre fin au mécanisme ARENH (*Accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) qui oblige EDF à mettre à disposition de ses concurrents 25% de sa production nucléaire à moindre coût fragilisant l'entreprise financièrement dont le manque à gagner pour elle qui s'établit à plusieurs milliards d'euros
- éviter la mise en concurrence de l'exploitation des concessions hydroélectriques demandée par l'Union européenne.

La réalité est toute autre !

Avec ces restructurations, il s'agit de faire exploser l'entreprise et d'organiser le dépeçage pièce par pièce d'un fleuron industriel qui a fait ses preuves. Le seul objectif est de livrer de façon spécifique chaque secteur au marché pour mettre la production d'électricité au service de la finance. Les conséquences pour l'utilisateur sont largement prévisibles : hausse des tarifs et disparition de la péréquation tarifaire permettant une égalité de prix pour tous les consommateurs quelle que soit leur localisation.





pour le PCF, c'est NON

L'électricité est un bien essentiel dont l'accès doit être garanti à chacun, notamment aux plus démunis.

La désindustrialisation de notre pays que la crise du Covid a mis en évidence nous rappelle l'exigence de souveraineté pour les biens essentiels. Aussi, la relocalisation d'un certain nombre de productions avec la nécessaire relance industrielle forte dans notre pays va nécessiter des besoins énergétiques très importants.

De plus, face à l'urgence climatique et donc la nécessité d'agir immédiatement pour lutter contre le dérèglement climatique et préserver l'environnement de notre planète, la décarbonation d'un grand nombre d'usages énergétiques est nécessaire. Notre mix électrique nucléaire et énergies renouvelables (hydraulique, éolien, solaire...) répond à cette exigence.

réussir la transition énergétique

Pour le PCF, il y a nécessité de construire un vrai projet qui parte des besoins des populations et qui aborde : notre souveraineté nationale et donc notre indépendance énergétique, la sécurité d'approvisionnement, le renouvellement du parc nucléaire, le redressement du tissu industriel, le coût de l'énergie, la maîtrise publique du secteur pour servir l'intérêt général, les coopérations à engager en Europe et à l'international, la lutte contre le réchauffement climatique et les moyens dans la R&D. Pour ce dernier point, les moyens doivent être conséquents afin d'avoir une politique de recherche qui prépare l'avenir, qui soit en mesure de briser les verrous technologiques qui permettront de faire évoluer le mix énergétique.

EDF est le modèle électrique français qui a fait ses preuves en terme de performance industrielle grâce à sa conception intégrée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation. EDF doit retrouver un rôle central pour assurer les orientations énergétiques de notre pays dans le cadre de missions de service public.

En conséquence, le PCF s'oppose au démantèlement du groupe EDF et exige qu'un véritable débat démocratique soit organisé.

à la demande du groupe communise au Sénat
un débat a eu lieu le 13 janvier

***Quel avenir pour l'entreprise EDF
avec le projet Hercule ?***

revoir le débat :

http://videos.senat.fr/video.1922243_5ffeeadd86970.seance-publique-du-13-janvier-2021-apres-midi





COUPURES D'ÉLECTRICITÉ un risque de plus en plus probable

une situation très tendue



Alors que la France est loin des records atteints lors des vagues de froid de 2018 et de 2012 puisque la pointe de consommation atteignait 86,7 GW le 8 janvier dernier, contre 96,6 GW en février 2018 et plus de 102 GW en février 2012, le gestionnaire du réseau de transport RTE a activé pour la première fois le « signal rouge » de son dispositif «

Ecowatt », destiné à avertir les citoyens que la consommation risque d'être trop élevée par rapport à la production d'électricité, mettant en danger l'approvisionnement et leur demandant de réduire leur consommation.

La situation est plus que tendue quand on sait que la consommation d'électricité en France reste par ailleurs 3% inférieure aux standards de saison, du fait de la crise sanitaire.

On a évité le blackout cette fois ci ! Mais si une période de froid s'installait, qu'en serait-il ? Il ne faut pas perdre de vue qu'un degré Celsius de froid supplémentaire, c'est 2,4 GW supplémentaires appelés sur le réseau électrique (soit environ deux tranches nucléaires, ou 4 tranches thermiques) !

L'alimentation en électricité risque de plus en plus de faire défaut lors des pointes de consommation hivernales à cause d'une part, d'une politique qui a abouti ces dernières années à la fermeture des tranches pilotables à la demande, utiles à la production de pointe (charbon et fuel), à la fermeture récente des réacteurs nucléaires de Fessenheim et, d'autre part, à l'accroissement de la mise en service d'unités de production intermittentes (éolien et solaire) dont les limites liées à leur production aléatoire viennent d'être démontrées.

L'hiver, la production photovoltaïque, qui est en moyenne 4 fois plus faible qu'en été, est nulle aux heures de pointe et en période très froide, qui est très généralement anticyclonique, il y a absence de vent.



Le 8 janvier, trois sources ont assuré 93% de la production d'électricité : le nucléaire 62%, hydroélectricité 20% (production exceptionnellement haute due aux réservoirs remplis dans le courant de l'été, mais qui ne se rempliront qu'au printemps prochain et donc auront une production insuffisante en cas d'une nouvelle vague de froid), et le gaz 11%.

Pour éviter les coupures, il a fallu activer un autre système, celui de l'effacement « volontaire » qui consiste à stopper la consommation d'entreprises fortement consommatrices. Ces entreprises, à la différence des ménages, perçoivent une rémunération en retour, directement prélevée sur les factures des usagers. Cela a représenté environ 1200 MW d'effacements...

Enfin la France, pour cette journée, a eu recours fortement aux importations.

La plupart sont venues de la frontière Est (de la Belgique à l'Italie) dominée par les capacités de fourniture allemande et suisse. Or les Allemands envisagent de fermer prochainement une part importante de leur parc de production électrique basé sur le charbon et auront arrêté complètement leurs centrales nucléaires en 2022. Ce qui aura comme conséquence de réduire leur capacité d'exportation à l'avenir. Les Belges avancent ne pas vouloir poursuivre l'exploitation de leurs centrales nucléaires.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉNERGIE

- **Acte I :**
- QUELLE INDUSTRIE
- POUR QUEL SERVICE PUBLIC
- DE L'ÉLECTRICITÉ ?

Samedi 13 février de 10h à 17h

Siège du PCF, place du colonel Fabien - Paris
(si le protocole sanitaire le permet)

INSCRIPTION : https://www.pcf.fr/etats_generaux_de_l_energie

 *L'Humain d'abord*

Les quantités à importer risqueraient de ne plus être disponibles dans les prochaines années. Notons, de plus, que pour ces importations, nous sommes proches des capacités maximales des lignes de transport transfrontalières.

Quant à l'Espagne et l'Angleterre, elles sont restées importatrices dans la semaine.

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____